

Santé, Protection animale, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 04/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVIERS DE SARRANCE**

M. CACHELOU Frédéric  
Pisciculture LABEDAN  
64490 Sarrance

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0056401557

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement VIVIERS DE SARRANCE implanté M. CACHELOU Frédéric Pisciculture LABEDAN 64490 Sarrance. L'inspection a été annoncée le 25/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société les VIVIERS DE SARRANCE est inspectée dans le cadre du programme pluriannuel des établissements soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVIERS DE SARRANCE
- M. CACHELOU Frédéric Pisciculture LABEDAN 64490 Sarrance
- Code AIOT : 0056401557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIVIERS DE SARRANCE (gérant M. Frédéric CACHÉLOU) a été autorisée par arrêté préfectoral n° 02/IC/579 du 13 décembre 2002 à exploiter deux piscicultures :

- d'une part sur le site de Labedan (commune de Sarrance) pour la production d'œufs embryonnés de truites (éq. 65 à 75 millions d'œufs par an) et de truites destinées à la reproduction (25 Tonnes/an – Régime Autorisation, rubrique 2130-1 de la nomenclature ICPE) ;
- d'autre part sur le site des Fontaines d'Escot pour la production de futurs reproducteurs (4 Tonnes/an - Régime Déclaration, rubrique 3.2.7.0 de la nomenclature IOTA (loi sur l'eau)).

La société VIVIERS DE SARRANCE est spécialisée dans la reproduction de truites arc-en-Ciel (et à plus faible échelle de truites Fario) et reconnue pour la qualité de sa production.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La pisciculture les VIVIERS DE SARRANCE doit renouveler et actualiser son autorisation d'exploiter les sites de Labedan et des fontaines d'Escot pour se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 01 avril 2008 et les dispositions réglementaires en vigueur au titre de la loi sur

l'Eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Demande d'action corrective	
6	Rejets et autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 8	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations et aménagements	Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 4, 16 et 17	Sans objet
3	Production	Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 2	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 12	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements réalisés depuis 2002 sont à intégrer dans le futur arrêté préfectoral actualisé des VIVIERS DE SARANCE. Des précisions et compléments sont attendus sur les points "prélèvement d'eau" et "rejets et autosurveillance des rejets" qui font l'objet d'une lettre de suites.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Installations et aménagements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 4, 16 et 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité de l'installation à l'autorisation préfectorale
<b>Prescription contrôlée :</b>  Evolution des installations depuis la précédente inspection du 10/09/2015 (rapport d'inspection du 05/10/2015)
<b>Constats :</b>

<p>Des aménagements ont été réalisés sur un bassin en 2023 (pose de 5 contreforts sur la bassin A3) et n'ont pas été portés à la connaissance de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est demandé au pisciculteur le jour de l'inspection de transmettre le porté à connaissance des modifications intervenues qui a été adressé en 2023 au service en charge de la police de l'eau à la DDTM.</p> <p>Le pisciculteur informe l'inspection que d'autres bassins vont faire l'objet d'une rénovation en 2024 (Reconstruction de 6 bassins piscicoles, bassins B et C avec contreforts) dans la continuité des aménagements réalisés en 2023.</p> <p>Un porté à connaissance a été adressé dans ce sens à la DDTM, service police de l'eau au titre de la loi sur l'eau.</p> <p>Le pisciculteur prévoit par ailleurs la construction de bassins supplémentaires à l'amont de la pisciculture de Sarrance (parcelle n°) destinée à rapatrier les reproducteurs de la pisciculture d'Escot (poissons souche) en période d'étiage. En effet, cette dernière est alimentée par une source résurgente de moins en moins abondante en été, mettant en péril le cheptel reproducteur stocké sur ce site. Ces travaux feront l'objet d'un dossier spécifique.</p> <p>NB : post inspection, les PAC 2023 et 2024 concernant la rénovation des bassins ont été transmis à la DDPP, ainsi qu'une demande de permis de construire relative à la couverture de l'ensemble des bassins en date du 1<sup>er</sup> juillet 2024.</p> <p>L'inspection des installations classées prend acte des travaux de rénovation réalisés en 2023 et des travaux de reconstruction des 6 bassins existants prévus en 2024 dans les conditions définies dans les deux portés à connaissance transmis, pour lesquels une autorisation du service en charge de la police de l'eau a été délivrée par courrier du 21 mars 2023 et du 17 juin 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le pisciculteur est invité à joindre la validation du permis de construire relatif à la couverture de ses bassins.</p> <p>Le projet de construction de bassins supplémentaires devra notamment préciser les conditions d'alimentation en eau des bassins, le volume prélevé, les conditions de rejet des eaux usées issues de ces bassins (circuit d'eau, point de rejet) et les conséquences de ce transfert sur le site de la pisciculture du Labedan en terme de rejets dans le milieu</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conditions de prélèvement et encadrement du prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Présence d'un dispositif de mesure du débit prélevé - Enregistrement des débits</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pisciculture de Sarrance est alimentée par une source résurgente, au même titre que le site d'Escot (alevinage) à environ 1 km du site de Sarrance.</p> <p>Il n'existe pas de dispositif de mesure de l'eau prélevée. Les besoins en eau de la pisciculture de Sarrance correspondant à son activité ne sont pas quantifiés.</p> <p>Une partie de l'eau est détournée vers les bassins piscicoles, le reste rejoint directement le Gave d'Aspe.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Mettre en place un dispositif de mesure du prélèvement de la source, et mesurer les différents débits : débit moyen de la source et débit prélevé. Fréquence de mesure et d'enregistrement à encadrer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 3 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité de la production annuelle et biomasse en bassin
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tonnage annuel et en présence
<b>Constats :</b>  Les données de production pour l'année 2023 ont été fournies à l'inspection. La pisciculture de Sarrance a produit 14.21 tonnes d'oeufs et de truites dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5.61 T d'oeufs fécondés,</li> <li>• 3.3 T d'oeufs caviards,</li> <li>• 5.3 tonnes de truites réformées</li> </ul> Le stock en bassin au 30/05/2024 s'établit à 90.5 Tonnes pour Sarrance et à 1.1 T pour Escot.  Ces données sont conformes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°02/IC/579 du 13 décembre 2002.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Vérification du contrôle annuel
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été contrôlées en avril 2024. Le rapport a été présenté à l'inspection. Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Présence d'extincteurs
<b>Constats :</b>  RAS.

Extincteurs contrôlés en mars 2024. Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejets et autosurveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2002, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet – Respect du protocole d'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rejets et fréquence des analyses - Autosurveillance réglementaire
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le pisciculteur de Sarrance réalise des analyses de ses rejets selon un protocole d'auto-surveillance établi en 2015, à la demande de l'inspection des installations classées, afin de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette proposition de protocole doit être améliorée. En effet, les documents n'affichent pas le résultat des analyses en amont et en aval, ainsi que le différentiel, que ce soit en auto-contrôles réalisés par la pisciculture, ou en prélèvement 24H réalisés par le GDSAA.</li> <li>- Le résultat des analyses ponctuelles et en prélèvement 24 H ont été fournies pour les années 2018 à 2023.</li> </ul> <p><u>Constat sur les valeurs limites de rejet :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelques dépassements sont observés sur le paramètre NH4+ entre 2019 et 2023, principalement lors de l'étiage, en prélèvement 24H réalisées par le GDSAA sur les 2 piscicultures de Sarrance et Escot. Selon le pisciculteur (cf courrier transmis post inspection le 8 juillet 2024), les dépassements de NH4 + s'expliquent par la difficulté de mélange des eaux de rejet avec les eaux du gave qui restent concentrées en bord de berge même à 100 m du rejet.</li> <li>• En 2021, des dépassements du paramètre NH4+ sont également constatés sur la pisciculture d'Escot hors étiage (janvier à mars). De plus, un dépassement du paramètre MES est noté sur cette même pisciculture en septembre. Le pisciculteur justifie ce dépassement par un épisode de crue.</li> </ul> <p>-Points de prélèvement des analyses : le point de prélèvement amont est localisé à l'amont du rejet des sources résurgentes de la pisciculture vers le gave d'Aspe. La pertinence de ce point de prélèvement est à vérifier (les eaux de sources participent du débit du gave au niveau de la pisciculture et mélangent les eaux). De même, la pertinence du point de prélèvement aval, localisé à 100 m environ du rejet des effluents piscicoles, est à vérifier.</p> <p>- Enregistrement des résultats d'analyses sur GIDAF : la pisciculture doit enregistrer ses données sur l'application informatique GIDAF, conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif aux établissements soumis à autosurveillance de leurs émissions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afficher l'ensemble des résultats des prélèvements effectués au titre de l'autosurveillance des rejets. Vérifier la pertinence des points de prélèvement amont et aval (proposition à valider par l'OFB) Enregistrer ses émissions sur le site GIDAF</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective